



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/283
13 août 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Point 113 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORTS FINANCIERS ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS ET RAPPORTS DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 47/211 de l'Assemblée, en date du 23 décembre 1992, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux Comptes sur la vérification des comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1995 (voir annexe).

* A/51/150.

Lettre d'envoi

Le 31 juillet 1996

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous transmettre, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 18 de la résolution 47/211, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports établis par le Comité des commissaires aux comptes pour examen par l'Assemblée à sa cinquante et unième session.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Vérificateur général des comptes du Ghana,

Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Osei Tutu PREMPEH

Le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
New York

/...

ANNEXE

Résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports établis par le Comité des commissaires aux comptes pour examen par l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session

1. Dans sa résolution 47/211 du 23 décembre 1992, l'Assemblée générale a invité le Comité des commissaires aux comptes à récapituler les principales anomalies relevées dans la gestion des programmes et la gestion financière, les cas de détournement de fonds ou de fraude, ainsi que les mesures prises à cet égard par les organismes des Nations Unies. Les constatations, conclusions et recommandations figurant dans le présent résumé sont uniquement celles qui présentent une importance particulière du point de vue de thèmes communs aux organisations dont le Comité vérifie les comptes. Les constatations détaillées relatives aux différentes organisations sont consignées dans les rapports pertinents. Le Comité a présenté des rapports sur les organisations dont la liste figure dans l'appendice faisant suite à cette annexe.

2. Le présent résumé contient les observations du Comité sur les questions financières et de gestion énumérées ci-après :

- a) Questions financières :
 - i) Opinions du Comité comportant des réserves;
 - ii) Conformité aux normes comptables pour le système des Nations Unies;
 - iii) Trop-versés importants au titre des travaux de construction;
 - iv) Écarts sensibles entre les budgets et les dépenses;
- b) Questions de gestion :
 - i) Aspects divers de la réforme des procédures d'achat, passation des marchés pour les opérations de maintien de la paix, absence de planification et non-recours à la procédure d'appels à la concurrence;
 - ii) Transfert non rentable d'actifs dans le cadre d'opérations de maintien de la paix;
 - iii) Lacunes constatées dans la planification, le suivi et l'évaluation des programmes;
 - iv) Évaluation défectueuse des capacités des gouvernements de gérer ou d'exécuter des projets de coopération technique et carences du processus de recrutement et de gestion des consultants.

I. QUESTIONS FINANCIÈRES

Opinions comportant des réserves

3. Le Comité a assorti son opinion de réserves en ce qui concerne les états financiers de six organisations. Pour quatre d'entre elles, à savoir le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), il a limité la portée de son opinion faute d'avoir obtenu des preuves suffisantes – sous forme d'attestations d'audit provenant de gouvernements et d'organisations non gouvernementales – que les fonds qui avaient été avancés pour des projets de coopération technique avaient été dépensés aux fins pour lesquelles ils étaient prévus. Le Comité a noté en outre un fort accroissement du niveau des dépenses au titre de l'exécution nationale et il a formulé des recommandations visant à améliorer les procédures d'audit dans ce domaine.

4. Dans le cinquième cas (opérations de maintien de la paix des Nations Unies), le Comité a relevé de sérieux éléments d'incertitudes dans l'évaluation des contributions restant dues. Il a recommandé que l'Administration de l'ONU s'emploie à rechercher une solution adéquate à ce problème.

5. Dans le sixième cas (Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains), du fait d'erreurs dans la comptabilisation des contributions annoncées, les recettes ont été surestimées dans les états financiers de la Fondation (981 854 dollars) et d'Habitat II (184 817 dollars). En outre, contrairement à ce qu'avait demandé l'Assemblée générale, la Fondation n'a pas enregistré les opérations concernant Habitat II dans deux comptes d'affectation spéciale distincts.

Normes comptables pour le système des Nations Unies

6. Le Comité a confirmé que les organisations s'étaient d'une manière générale conformées aux normes comptables communes pour l'exercice biennal 1994-1995. Toutefois, des travaux supplémentaires seront nécessaires durant l'exercice biennal 1996-1997 si l'on veut que les états financiers soient parfaitement en accord avec lesdites normes. Il faut surtout améliorer la présentation de renseignements sur la valorisation des biens et sur les liquidités détenues en monnaies non convertibles, ainsi que le calcul des versements lors de la cessation de service en cas de licenciement et l'information financière correspondante.

Comptes et rapports financiers

7. Le PNUD a versé 39,3 millions de dollars pour des travaux de construction dont la valeur avait été fixée par contrat à 27,9 millions de dollars. À ce montant s'ajoutaient des engagements non réglés qui, à la même date, se chiffraient à 5,6 millions de dollars. Ces sommes ont été versées aux entrepreneurs pour les travaux de construction et certifiées sur la base d'une attestation de l'architecte, sans qu'il soit présenté par ailleurs de pièces

/...

justificatives appropriées. De plus, les agents certificateurs et ordonnateurs ne se sont pas acquittés correctement de leurs fonctions et n'ont pas sollicité l'approbation du Comité des marchés pour les dépassements de coûts. En outre, pour quatre contrats représentant un montant total de 1,28 million de dollars, le PNUD a versé à l'architecte environ 3,8 millions de dollars, sur la base d'un pourcentage des coûts effectifs de construction, au lieu d'un pourcentage des prix fixés dans le contrat. Le PNUD a créé un groupe de travail pour examiner la défaillance des contrôles internes. Le Comité a recommandé que le PNUD détermine si des paiements effectués à des entrepreneurs, à des sous-traitants ou à l'architecte étaient hors contrat et, en pareil cas, qu'il prenne les mesures nécessaires pour récupérer les sommes versées en trop (A/51/5/Add.1, sect. II, par. 87 à 103).

8. L'UNICEF a inclus dans les contributions à recevoir (195,2 millions de dollars) un montant de 14,1 millions de dollars qui est resté impayé depuis 5 à 10 ans, et il n'a pas non plus prévu de provision pour les sommes dont le recouvrement apparaît douteux. D'autre part, la pratique de l'UNICEF consistant à comptabiliser l'assistance en espèces fournie aux gouvernements en tant que dépenses de programme au moment où les fonds sont avancés aux gouvernements n'est pas compatible avec le règlement financier de cette organisation et est en contradiction avec la définition des dépenses de programme qui y figure. Le Comité a noté que, sur le total de 491,6 millions de dollars attendus par l'UNICEF au titre des recettes destinées à financer dans 20 pays des projets imputés aux fonds supplémentaires, 98,6 millions de dollars seulement avaient été reçus, ce qui laisse supposer que les prévisions en matière de fonds supplémentaires étaient trop ambitieuses. Le Comité a recommandé que l'UNICEF réexamine la pratique consistant à comptabiliser les avances fournies en espèces aux gouvernements en tant que dépenses de programme. L'UNICEF devrait également s'efforcer d'établir des prévisions de recettes plus exactes pour les programmes supplémentaires en attente de financement, en adoptant des stratégies plus réalistes en matière de budgétisation et de collecte de fonds. Il devrait aussi revoir les critères d'allocation de la masse commune des ressources aux programmes de pays, critères qui ne tiennent pas compte des changements importants récemment intervenus en ce qui concerne les taux de mortalité des moins de 5 ans et les statistiques de la population juvéno-infantile (A/51/5/Add.2, sect. II, par. 35 à 37, 60, 63 et 65).

9. Dans un bureau extérieur de l'UNICEF, le Comité a noté une défaillance des contrôles internes, due au fait que les procédures financières établies, en matière d'achats, de recrutement et de décaissements n'ont pas été respectées. Des indices flagrants révélant des irrégularités de gestion ont été ignorés ou le Siège de l'UNICEF n'a pas pris les mesures correctives voulues. Le Comité a recommandé que l'UNICEF surveille de plus près le fonctionnement des systèmes de contrôle interne dans les bureaux extérieurs, en veillant à ce qu'une enquête approfondie soit ouverte immédiatement lorsqu'il y a lieu de soupçonner des irrégularités (A/51/5/Add.2, sect. II, par. 69 et 70).

10. À la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissement humains, des emprunts interfonds représentant un montant de 900 000 dollars, prélevés sur les ressources et les fonds d'affectation spéciale de la Fondation, ont été utilisés pour compléter le financement des activités d'Habitat II, d'où un gel des projets de la Fondation non financés par des fonds réservés. Le

Comité a recommandé que l'on s'emploie en priorité à recueillir en quantité suffisante des contributions volontaires non réservées qui iraient à Habitat II, afin que les fonds empruntés puissent être restitués à la Fondation. En outre, une dette de 3,3 millions de dollars, représentant le solde d'une avance à rembourser au Fonds central autorenouvelable d'urgence du Département des affaires humanitaires de l'ONU, n'apparaît pas dans les états financiers (A/51/5/Add.8, sect. II, par. 39 et 41 à 45).

11. À l'ONU, le revenu net provenant des activités productrices de recettes a diminué régulièrement, passant de 10,2 millions de dollars en 1990-1991 à 500 000 dollars en 1994-1995. Par rapport à l'exercice 1992-1993, la baisse (6,4 millions de dollars) est en majeure partie imputable aux mauvais résultats de l'Administration postale de l'ONU (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 124 à 126).

12. À l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), les résultats de l'exercice du Fonds général font apparaître un excédent de 15,7 millions de dollars pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1995, à rapprocher d'un déficit de 37,4 millions de dollars enregistré pour l'exercice biennal précédent, et les recettes de toutes origines ont dépassé les dépenses d'un montant de 25,6 millions de dollars. Néanmoins, les états financiers du Fonds de roulement reflètent une situation précaire (A/51/5/Add.3, sect. II, par. 21 à 25).

13. Dans quatre organisations, le Comité a noté des lacunes dans le financement des activités extrabudgétaires. Le Centre (CNUCED/GATT) du commerce international (CIC) a autorisé l'allocation de fonds à des projets financés par des fonds d'affectation spéciale avant d'avoir reçu les ressources correspondantes, contrairement aux procédures de l'ONU. Pour l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), le Comité a recommandé que l'Administration exerce un contrôle plus rigoureux sur les dépenses afférentes aux projets financés par le Fonds "Dons à des fins spéciales", et que l'Institut évite de contracter des engagements financiers s'il ne recueille pas des fonds suffisants auprès des donateurs. Dans le cas de l'UNRWA, l'Office voudrait peut-être revoir la pratique consistant à débloquer des fonds par voie d'autorisations préalables de financement en vue du préfinancement de projets avant que ne soient versées les contributions annoncées, vu les incidences qu'a cette pratique sur la situation de trésorerie du Fonds général. S'agissant des projets à objectifs spécifiques de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, des dépenses représentant un montant d'environ 448 000 dollars ont été engagées durant l'exercice biennal sans que des donateurs aient annoncé officiellement des contributions correspondantes (A/51/5 (vol. III), sect. II, par. 35 à 37; A/51/5/Add.4, sect. II, par. 25; A/51/5/Add.3, sect. II, par. 68 et 69; A/51/5/Add.8, sect. II, par. 30).

14. Le Comité a noté qu'à la fin de l'exercice biennal la situation de trésorerie s'était dégradée à l'ONU, à l'UNICEF, au PNUE, à l'UNRWA et à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains. Pour le Fonds général, le Fonds de roulement et le Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies, les actifs nets à court terme accusaient une diminution de 159,7 millions de dollars. À l'UNICEF, la baisse était de 82,2 millions de dollars (34 %) par rapport au 31 décembre 1993. Au PNUE, le ratio actif/passif

à court terme était tombé de 1/1,95 à 1/1,3 par rapport à l'exercice biennal précédent. À l'UNRWA, le fonds de roulement, d'un montant de 10,2 millions de dollars, ne suffisait pas pour couvrir les soldes déficitaires accumulés d'autres fonds, totalisant 24,9 millions de dollars. À la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, le ratio de trésorerie (espèces et quasi-espèces sur passif à court terme) était tombé de 1,5/1 au 31 décembre 1993 à 0,98/1 au 31 décembre 1995. La détérioration de la situation de trésorerie exigeait, dans ces diverses organisations, une meilleure gestion du fonds de roulement. Le Comité a noté en outre que, dans le cas de trois organisations, les dépenses étaient supérieures aux recettes. Le déficit était de 5,4 millions de dollars à l'UNICEF, 6,9 millions de dollars au PNUCID et 111 585 dollars à l'UNITAR (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 50; A/51/5/Add.2, sect. II, par. 45; A/51/5/Add.6, sect. II, par. 33; A/51/5/Add.3, sect. II, par. 22 et 25; A/51/5/Add.8, sect. II, par. 47; et A/51/5/Add.10, sect. II, par. 20).

II. CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

15. À l'Organisation des Nations Unies, le contrôle budgétaire semble dans l'ensemble s'être amélioré. Le Comité a recommandé toutefois de le renforcer au niveau des centres de responsabilité, en instaurant des procédures plus détaillées comprenant l'établissement de rapports sur les anomalies. Les fonds d'affectation spéciale devraient également faire l'objet d'un contrôle budgétaire rigoureux vu le nombre de cas dans lesquels des dépenses ont été engagées sans qu'il y ait eu d'allocations de crédit. En outre, il conviendrait de modifier la présentation des rapports périodiques sur l'exécution du budget, pour rendre l'analyse des dépenses plus transparente (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 57 et 58).

16. Les dépenses effectives du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont sensiblement différé des prévisions durant la période 1993-1995. Dans plusieurs bureaux extérieurs, les écarts entre les prévisions de dépenses et les dépenses effectives ont dépassé 25 %. Dans quelques cas, il s'est situé entre 96 et 350 %. Il faut noter par ailleurs la sous-utilisation des crédits ouverts, allant de 600 à 706 %. Le Comité a recommandé que les raisons des différences entre les prévisions budgétaires initiales et révisées et les dépenses effectives imputées aux budgets au titre des divers éléments de programme soient analysées, et que ses constatations et recommandations soient présentées chaque année au Comité exécutif (A/51/5/Add.5, sect. I, par. 50 à 54).

17. En ce qui concerne l'Université des Nations Unies (UNU), le Comité a constaté, pour de nombreux programmes et projets, de larges écarts, d'une part, entre les crédits ouverts au budget et les crédits alloués et, d'autre part, entre les crédits alloués et les dépenses effectives. De même, dans un institut régional de l'UNU, alors que la contribution attendue pour un programme précis était de 1,1 million de dollars, le montant reçu n'a été que de 93 919 dollars, preuve de l'inexactitude des prévisions et des lacunes du système de contrôle budgétaire (A/51/5 (vol. IV), sect. II, par. 36).

18. En outre, pour 59 projets exécutés par le PNUE, les dépenses ont été supérieures aux crédits alloués. Dans le cas du Bureau des Nations Unies pour

les services d'appui aux projets, le Comité a noté que, pour 46 projets, les dépenses effectives avaient dépassé de plus de 50 000 dollars le budget prévu (A/51/5/Add.6, sect. II, par. 53; et A/51/5/Add.10, sect. II, par. 42).

19. Le Comité a recommandé que l'on réexamine les systèmes et procédures en matière d'estimation et de contrôle budgétaires pour s'assurer que les allocations de crédit et les dépenses effectives correspondent bien aux crédits ouverts. Il faudrait aussi que la pratique consistant à établir une estimation des recettes, y compris les soldes reportés et les contributions à des programmes spécifiques, devienne systématique.

Achats

20. Comme suite aux recommandations formulées par le Comité dans son rapport pour l'exercice biennal 1992-1993 et à la lumière de la résolution 49/216 C de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1994, l'Administration de l'ONU a pris un certain nombre de mesures pour améliorer les procédures d'achat. Le Comité a examiné les progrès réalisés dans l'application de ses recommandations ainsi que les mesures prises par l'Administration pour donner suite au rapport du Groupe d'experts de haut niveau en matière d'achats.

21. Pour ce qui concerne l'ONU, la Division des achats et des transports a été restructurée et est désormais organisée par type de produits. Le Comité a recommandé à l'Administration de mener une étude plus poussée des mesures de contrôle interne nécessaires dans la nouvelle structure, notamment en ce qui concerne la filière hiérarchique, la supervision et les responsabilités. L'Administration a depuis décidé de partager la Division en deux sections et de réduire le nombre de modules, afin d'améliorer le niveau de supervision.

22. Le Comité a également noté que la Division n'avait pas encore terminé de mettre en place un système de gestion unifié et qu'elle ne disposait pas de données détaillées sur les achats d'un montant supérieur à 500 000 dollars, qui ne faisaient pas l'objet d'une procédure d'appel à la concurrence. En outre, en dépit d'une recommandation antérieure du Comité tendant à passer les marchés par adjudication ouverte pour les achats de plus de 500 000 dollars, cette pratique était rarement utilisée. Le Comité a noté également que la planification préalable des achats n'était pas une pratique courante mais que, pour les achats d'un montant important, certains demandeurs et la Division elle-même avaient cet objectif en vue (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 80 à 89 et 101 à 103).

23. Le Comité a noté avec préoccupation qu'entre le 1er juillet 1995 et le 30 avril 1996, 57 % des marchés concernant le Département des opérations de maintien de la paix et 23 % de ceux concernant le Siège de l'Organisation avaient été examinés par le Comité des marchés du Siège a posteriori, en tout ou en partie (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 96 et 97).

24. Le Comité a recommandé que l'on prenne des mesures pour mettre en place un système de gestion unifié qui soit fiable et une base de données exhaustive, incluant notamment les achats d'un montant important qui n'ont pas fait l'objet d'une procédure d'appel à la concurrence. Des directives détaillées devraient être élaborées en ce qui concerne les méthodes d'appel à soumissions, portant sur les divers aspects de la passation des marchés. Enfin, les catégories de

/...

biens et services susceptibles d'être obtenus par voie de contrat-cadre, ainsi que les besoins dans ce domaine, devraient être définis à l'avance grâce à une meilleure planification des achats (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 87 à 89 et 100).

25. En ce qui concerne les marchés internationaux passés pour le compte d'opérations de maintien de la paix, le Comité a noté que, faute d'expertise, les achats avaient été mal planifiés pour huit missions de maintien de la paix, dont la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) et l'Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM). En conséquence, certaines missions ont payé pour des services aériens qui n'ont pas été utilisés, d'où des dépenses inutiles, estimées à 2,4 millions de dollars à la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM) et à 400 000 dollars à la Mission des Nations Unies au Libéria (MONUL). D'autre part, des appels à soumissions ont été envoyés uniquement à des fournisseurs présélectionnés, sans publicité préalable. Dans le cas de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ), certains contrats ont été prorogés ou reconduits sans recours à la procédure d'appel à la concurrence, alors que dans plusieurs cas cette procédure avait permis de réaliser des économies substantielles (A/51/5 (vol. II), sect. II, par. 78 et 86 à 89).

26. Un contrat portant sur la fourniture de services logistiques à l'ONUSOM II entre le 1er mai 1993 et le 31 mars 1994 a été conclu et prorogé sans qu'il y ait eu appel à la concurrence, sur la base d'une lettre d'attribution à un gouvernement, pour un montant de 58,1 millions de dollars. En l'absence de devis comparatif, le Comité des marchés du Siège n'a eu aucun moyen de déterminer si le prix offert était raisonnable (A/51/5 (vol. II), sect. II, par. 197 à 204).

27. Également à l'ONUSOM II, un contrat de même nature, fondé sur une formule de remboursement des coûts, n'encourageait pas suffisamment l'entreprise à contenir le coût des services logistiques fournis à la mission (A/51/5 (vol. II), sect. II, par. 205 et 206).

28. Les lettres d'attribution ne sont pas administrées selon les règles et procédures de l'Organisation. Pour un échantillon de lettres d'attribution d'une valeur totale de 52,5 millions de dollars, les détails fournis quant aux demandes originelles ne suffisaient pas pour permettre de procéder à une vérification en comparant les demandes et les services effectivement fournis et articles livrés aux missions. Un montant de 28,6 millions de dollars a été versé et des factures totalisant 20,7 millions de dollars ont été certifiées sans aucune indication des numéros des lettres d'attribution correspondantes. Aucune procédure formelle de communication entre la Division de l'administration et de la logistique des missions et les missions ne permettent de vérifier que les articles demandés dans les lettres d'attribution mais non livrés demeurent nécessaires et de comparer les livraisons qui restent à effectuer et les lettres d'attribution ayant expiré pour déterminer la validité des engagements des dépenses comptabilisées (A/51/5 (vol. II), sect. II, par. 105 à 122).

29. Le Comité a recommandé d'améliorer le contrôle et le suivi des achats effectués dans le cadre de lettres d'attribution, notamment le suivi des livraisons, et d'appliquer la règle exigeant la présentation de rapports de

/...

réception et d'inspection comme preuve de livraison aux missions avant que les demandes de remboursement au titre de lettres d'attribution ne soient certifiées (A/51/5 (vol. II), sect. II, par. 105 à 122).

30. Le Comité a noté également que, depuis octobre 1993, la FORPRONU payait des droits d'accise sur ses achats de pétrole, de carburants et de lubrifiants, contrairement à l'accord sur le statut des forces. Le montant de ces droits était estimé à environ 37 millions de dollars au 31 mars 1996 (A/51/5 (vol. II), sect. II, par. 129 à 132).

31. Le Département des opérations de maintien de la paix a pour pratique de passer certaines commandes et d'imputer certains achats au budget de missions auxquelles le matériel en question n'est pas destiné. Il n'existe aucune procédure permettant d'ajuster les comptes de manière que ceux-ci reflètent fidèlement les dépenses d'achat des différentes missions. Le Comité a recommandé de mettre en place une procédure qui permettrait d'apporter les ajustements voulus lorsque des achats sont imputés au budget d'une mission mais destinés à une autre (A/51/5 (vol. II), sect. II, par. 123 à 128).

32. Le Comité a noté que, faute de planification, les achats étaient effectués de manière ponctuelle, et que les procédures d'appel à la concurrence utilisées à l'UNU, au PNUE et à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains laissaient à désirer. Il a noté en outre qu'au HCR, sur 117 bureaux extérieurs, 52 seulement avaient communiqué des plans d'achats pour 1995. Dans un cas, en raison d'une mauvaise planification des achats et d'imprécisions dans le libellé du cahier des charges, le HCR a subi une perte financière d'environ 3 037 000 dollars du fait de l'achat, de la redistribution et de la revente d'un désinfectant, commandé par un bureau extérieur (A/51/5 (vol. II), sect. II, par. 62 et 63; A/51/5/Add.5, sect. I, par. 109 à 121).

33. Le Comité a recommandé que les organisations établissent des plans annuels d'achats afin de permettre des commandes groupées, de tirer parti des économies d'échelle et d'assurer dans l'ensemble la compétitivité des achats; en outre, il faudrait éviter la pratique consistant à passer des commandes de manière ponctuelle pour des articles d'usage courant (A/51/5/Add.6, sect. II, par. 69 à 80).

34. En ce qui concerne la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, le Comité a recommandé que l'on procède à une enquête pour savoir dans quelles conditions, à l'occasion d'Habitat II, on a octroyé à un organisme privé un contrat pour des activités de collecte de fonds, qui a entraîné des dépenses injustifiées d'un montant de 248 698 dollars, afin d'éviter que ce genre d'incident ne se reproduise (A/51/5/Add.8, sect. II, par. 74 à 78).

35. Le Comité a noté que 1 305 rapports de réception que des bureaux extérieurs du HCR auraient dû envoyer au Siège n'avaient toujours pas été reçus. Les retards allaient de six mois à plus de quatre ans. En l'absence de ces rapports, il n'y avait aucune garantie que les articles commandés et payés avaient atteint leur destination dans de bonnes conditions (A/51/5/Add.5, sect. II, par. 102 à 105).

36. Le Comité a recommandé que les bureaux extérieurs du HCR soient tenus d'envoyer dans un certain délai des rapports détaillés une fois qu'ils ont reçu des marchandises commandées pour leur compte par le siège du HCR (A/51/5/Add.5, sect. I, par. 102 à 105).

Liquidation d'opérations de maintien de la paix

Tâches liées à la liquidation

37. Bien que le processus de liquidation de l'ONUMOZ ait duré près d'un an et se soit terminé fin décembre 1995, il restait à mener à bien des tâches résiduelles, qui devaient être achevées en juin 1996. Le Comité a recommandé que l'Administration veille de plus près à ce que les opérations de liquidation des missions soient gérées et menées à bien dans un délai spécifié, en définissant clairement les responsabilités pour l'exécution des tâches postérieures à la liquidation, jusqu'à ce que toutes aient été achevées (A/51/5 (vol. II), sect. II, par. 234 et 235).

Transfert de matériel au moment de la liquidation de missions

38. Le Comité a noté qu'au 31 mars 1996, des missions qui avaient reçu 4 460 articles transférés par l'ONUSOM II, d'une valeur totale de 20,2 millions de dollars, n'en avaient pas accusé réception. D'autre part, dans certains cas, des biens avaient été transférés par des missions en cours de liquidation à des missions opérationnelles sans que l'on ait procédé à une évaluation approfondie des besoins afin de déterminer si le matériel en question serait vraiment nécessaire aux missions qui le recevraient. Ainsi, à la fin novembre 1995, la FORPRONU avait en stock quelque 3 500 groupes électrogènes, provenant de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) et d'autres sources. Sur ce total, 1 700 étaient utilisés, 950 étaient en attente d'expédition à destination de la base logistique des Nations Unies à Brindisi et le reste, d'une valeur de quelque 12 millions de dollars, était en cours de réparation ou était gardé en réserve. En outre, le parc de véhicules de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) comportait 142 véhicules hors d'âge et hors service, transférés par d'autres missions ou laissés sur place par les contingents rapatriés. Le Comité a recommandé qu'avant de transférer du matériel d'une mission en cours de liquidation à une mission opérationnelle, on procède à une évaluation appropriée afin d'éviter d'expédier du matériel hors d'usage, moyennant des dépenses additionnelles pour l'Organisation (A/51/5, vol. II, sect. II, par. 187 à 191, 227, 228 et 254).

Gestion des programmes

39. À l'Organisation des Nations Unies, le nombre des auto-évaluations de sous-programmes est en baisse, et celui des évaluations approfondies ne devrait guère augmenter pendant la période visée par le plan actuel, par rapport à la période précédente, bien que le cycle d'évaluation ait été raccourci. Certains départements n'ont procédé à aucune auto-évaluation formelle de leurs sous-programmes durant les exercices 1992-1993 et 1994-1995. Le Comité a formulé des recommandations visant à améliorer la qualité des activités de planification, de suivi et d'évaluation des programmes à l'Organisation des Nations Unies (A/51/5, vol. I, sect. II, par. 269 à 272).

40. Au HCR, dans plusieurs cas, la planification des programmes a été défectueuse du fait d'estimations inexactes des ressources disponibles, du nombre de réfugiés et de leurs besoins. Par exemple, la sélection des projets à exécuter n'a pas toujours été précédée des travaux préparatoires et de la planification nécessaires, le choix des bénéficiaires ne s'est pas fait sur la base de pièces justificatives adéquates et plusieurs bureaux extérieurs ont exécuté des programmes et projets sans avoir dressé de plans de travail au préalable. De même, de nombreux accords subsidiaires, signés avec des partenaires opérationnels, ne comportaient pas d'indicateurs de résultats. Dans plusieurs cas, des bureaux extérieurs ont tardé systématiquement à signer des accords subsidiaires avec des partenaires opérationnels, et le Comité a noté par ailleurs des retards dans l'apport de l'aide aux bénéficiaires. Il a constaté en outre plusieurs carences dans l'exécution d'un projet par un partenaire opérationnel en Tanzanie, qui ont compromis l'exécution du programme et entraîné pour le HCR des pertes financières qui pourraient atteindre plus de 400 000 dollars pour 1995 (A/51/5/Add.5, sect. I, par. 72 à 74 et 85 à 94).

41. Le Comité a recommandé que le HCR évalue l'incidence de l'irrégularité des apports de ressources sur la formulation et l'exécution des projets. Le HCR devrait également s'employer à améliorer la planification, le suivi et l'évaluation des projets, notamment arrêter des critères adéquats pour la sélection des bénéficiaires. En outre, il faudrait enquêter sur les carences constatées dans l'exécution d'un projet par un partenaire opérationnel en Tanzanie et prendre des mesures correctives, en particulier récupérer le trop versé (A/51/5/Add.5, sect. I, par. 74, 77 et 94).

42. Au PNUE, un cadre administratif n'a pas été clairement élaboré pour définir le rôle de cet organisme dans la formulation des projets et la gestion des programmes, face aux agents d'exécution. Le rôle des bureaux régionaux n'a pas non plus été précisé. Des retards dans la planification des programmes ont, par voie de conséquence, obligé à reporter le démarrage de projets durant l'exercice biennal 1994-1995. Le Comité a également noté que la structure des dépenses différait selon les projets et qu'un bon nombre de projets n'avaient été approuvés qu'à la fin de l'exercice biennal. Les procédures de suivi des projets étaient adéquates, mais les méthodes d'évaluation laissaient beaucoup à désirer. Le Comité a fait des recommandations visant à améliorer la formulation des projets ainsi que la planification, le suivi et l'exécution des programmes du PNUE, en insistant notamment sur la nécessité d'évaluer les avantages et les inconvénients du système actuel de planification d'amont en aval et son incidence sur l'exécution des projets (A/51/5/Add.6, sect. II, par. 41 à 47).

43. À l'UNRWA, le projet de technologie d'irrigation de Groba a été exécuté sans qu'il soit tenu dûment compte des procédures de gestion des programmes de l'Office et, de ce fait, il a souffert de carences au niveau de sa conception, du contrôle et du suivi des dépenses et de l'information présentée aux donateurs. Faute de consultations et de coordination entre l'UNRWA, le bénéficiaire et les principaux donateurs au stade de la planification du projet, les ressources ont été surestimées ou sous-estimées, les études de faisabilité ont été insuffisantes et la viabilité future de certains projets en cours d'exécution apparaît douteuse. Divers facteurs ont nui à la bonne exécution des projets, notamment le taux élevé de renouvellement du personnel, un manque de réalisme dans la fixation des délais et des difficultés lors de l'acquisition

des terrains. En outre, un accord conclu avec un gros donateur exigeant que l'Office délivre des autorisations préalables de financement pour des projets avant que les contributions annoncées n'aient été versées pourrait avoir de sérieuses incidences sur la situation de trésorerie du Fonds général, en raison des lenteurs de la procédure de remboursement, dues principalement aux retards d'exécution (A/51/5/Add.3, sect. II, par. 67 à 70).

44. Le Comité a recommandé que l'UNRWA veille au respect scrupuleux de ses procédures de gestion des programmes touchant l'acceptation, le décaissement et la comptabilisation des fonds destinés aux projets, de façon à garantir aux donateurs que leurs contributions sont utilisées à bonne fin. En outre, dans le cas des projets élaborés au titre de la coopération bilatérale, l'Office devrait intervenir dès le début du processus de planification afin de fournir le concours technique nécessaire pour établir un plan de projet bien conçu qui permette d'exécuter le projet rapidement et selon un calendrier réaliste. Aux fins d'une meilleure planification des projets prenant dûment en considération leur viabilité, il faudrait mettre en place un mécanisme efficace de consultation et de coordination entre l'Office, les bénéficiaires et les principaux donateurs (A/51/5/Add.3, sect. II, par. 54 et 63).

45. À la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, des dépassements de délai et de budget sont dus à des lacunes au niveau de la planification et de la conception des projets, à savoir : l'estimation inexacte des apports nécessaires, des déséquilibres dans la répartition des crédits entre les différents volets des projets, un manque de précision dans la définition des objectifs et un manque de réalisme dans l'estimation du programme de travail en matière d'assistance technique. Au niveau de l'exécution, plusieurs projets ont été retardés en raison d'une coordination défectueuse, de plans de travail inadéquats, de retards intervenus dans la signature des accords et du fait que l'assistance technique fournie était mal adaptée aux capacités du personnel du pays concerné. Le Comité a formulé des recommandations visant à améliorer la planification des programmes, la conception des projets et leur exécution (A/51/5/Add.8, sect. II, par. 60 à 65 et 69).

46. L'UNU n'a pas encore mis en place de système formel et aisément compréhensible pour la sélection et l'approbation des projets. Le Comité a également noté des retards dans l'achèvement des projets. En outre, les procédures d'évaluation actuelles sont inadéquates en ce sens qu'elles ne permettent pas d'évaluer pleinement les produits du projet en termes d'objectifs, de calendrier d'exécution, d'utilisation de ressources humaines spécialisées et de coûts budgétaires (A/51/5 (vol. IV), sect. II, par. 39 et 43 à 47).

47. À l'UNICEF, le fait que de nombreux pays bénéficiaires soient dans l'incapacité de s'acquitter des obligations fondamentales qui leur incombent en vertu des accords de coopération de base amène à douter de la réalisation des objectifs de viabilité des projets et de renforcement des capacités. L'UNICEF pourrait envisager d'entreprendre des études en collaboration avec les autres parties intéressées, notamment par secteur du programme et par zone géographique, pour déterminer combien de projets achevés conformément aux objectifs de la décennie se sont avérés viables et ont de ce fait contribué au renforcement des capacités (A/51/5/Add.2, sect. II, par. 58).

Gestion des projets de coopération technique

48. En ce qui concerne le rôle du PNUD dans la gestion des projets de coopération technique, le Comité a recommandé l'élaboration de normes permettant d'évaluer les capacités des gouvernements de gérer et d'exécuter des projets dans le cadre de l'exécution nationale. Les bureaux de pays, en coopération avec les gouvernements, devraient mesurer les capacités nationales par référence à ces normes. En outre, en accord avec les gouvernements, le PNUD devrait formuler des projets visant à remédier aux éventuelles lacunes ou insuffisances dans ce domaine, pour porter les capacités des gouvernements au niveau des normes requises. Le PNUD devrait de nouveau souligner la nécessité d'évaluer la capacité d'exécution nationale de chaque projet, et devrait également définir une stratégie d'évaluation permettant de déterminer avec précision les progrès de l'exécution nationale (A/51/5/Add.1, sect. II, par. 150 à 159).

49. Le FNUAP n'a pas procédé à une évaluation globale de ce qu'il faudrait faire pour aider les institutions nationales à devenir autonomes et capables d'exécuter les projets efficacement. Il n'a pas non plus fixé d'objectifs stratégiques pour l'introduction de la modalité d'exécution nationale, qui continue à être sélective et progressive. Le Comité a constaté que les bureaux extérieurs n'évaluaient pas suffisamment les capacités administratives, financières et techniques des entités nationales chargées de l'exécution, et qu'il n'était pas tenu compte des carences éventuelles au stade de la formulation des projets. Dans certains cas, les descriptifs de projet n'énonçaient pas clairement la manière dont les projets en question permettraient de réaliser, soit les objectifs d'ensemble du FNUAP, soit ceux du programme interrégional. Dans la plupart des cas, ils n'indiquaient pas les résultats attendus de manière claire et mesurable. Dans ces conditions, il était difficile de déterminer si les objectifs étaient atteints. Le Comité a noté que le FNUAP s'efforcerait de remédier à ces problèmes (A/51/5/Add.7, sect. II, par. 112 à 122).

50. Le niveau des ressources du Département des services d'appui et de gestion pour le développement a continué à baisser, en partie du fait des progrès rapides de l'exécution nationale. Les recettes au titre de l'appui aux programmes ont également diminué, en raison d'une réduction du taux d'exécution des projets, due notamment à des lacunes au niveau de la planification et du suivi des activités, au manque de présence sur le terrain et à l'inefficacité des méthodes et procédures de travail. L'incapacité dans laquelle le Département s'est trouvé de procéder rapidement à une compression des effectifs a mis en évidence le fait qu'il lui faudra à l'avenir disposer de plus de souplesse dans ce domaine. D'autre part, la réduction des effectifs ne semble pas répondre à une stratégie nettement définie. En conséquence, et du fait que le personnel technique a été sensiblement réduit, le Département n'a guère pu améliorer le taux d'exécution des programmes ni entreprendre de nouvelles activités (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 240 à 243).

Gestion des ressources humaines

Consultants

51. Le Comité a constaté que les cahiers des charges des consultants n'étaient pas toujours suffisamment détaillés (Office des Nations Unies à Genève (ONUG), Département des services d'appui et de gestion pour le développement, FNUAP et PNUCID), et qu'en conséquence il était difficile aux organisations de contrôler la bonne exécution des contrats et de déterminer si les consultants avaient atteint les objectifs qui leur étaient fixés en termes de qualité et de coût. Le Comité a recommandé d'établir des cahiers des charges plus précis, définissant mieux les objectifs, les résultats attendus et le calendrier d'exécution des activités, pour mieux s'assurer d'un bon rapport qualité-prix (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 158 à 161; A/51/5/Add.7, sect. II, par. 127 et 128; et A/51/5/Add.9, sect. II, par. 25).

52. Au Siège de l'ONU, près de 80 % des consultants recrutés sont originaires de 12 pays développés. Sur l'ensemble des contrats accordés par le Département des services d'appui et de gestion pour le développement en 1994, 47 % ont été attribués à des consultants provenant de quatre pays. Au PNUF, 27 % des consultants nommés durant l'exercice biennal provenaient de deux pays seulement. L'ONU n'a pas pris de mesures efficaces pour attirer davantage de candidats et de chercheurs originaires de pays en développement, contrairement à sa charte et à la politique définie par le Conseil. En outre, dans de nombreux cas que le Comité a examinés par sondage au Siège de l'ONU, à l'ONUG, à l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUW) et au PNUF, une seule candidature avait été prise en considération. Le Comité a recommandé à l'Administration de définir des normes adéquates pour la sélection des consultants, de recruter ceux-ci sur une base géographique plus large, et d'éviter les sélections fondées sur l'examen d'une candidature unique (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 162 à 166, 173 et 174; A/51/5/Add.6, sect. II, par. 83; et A/51/5 (vol. IV), sect. II, par. 59 à 61).

53. Le Département des services d'appui et de gestion pour le développement paye ses consultants 30 à 35 % de plus que des organisations comparables. Au PNUF également, la base de calcul des honoraires de consultants manque de transparence. Le Comité a recommandé de fournir aux fonctionnaires chargés du recrutement davantage d'informations comparatives sur les honoraires de consultants et de consigner la base de calcul de leur rémunération (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 185; A/51/5/Add.6, sect. II, par. 84).

54. Le Comité a noté que les fichiers de consultants n'étaient pas tenus à jour et qu'ils n'étaient pas régulièrement utilisés. Au FNUAP, par exemple, 77 % des consultants auxquels on a eu recours durant l'exercice biennal 1994-1995 n'étaient pas inscrits au fichier et il n'existe pas de directives formelles pour sa tenue à jour. Le fichier du CIC n'est pas régulièrement actualisé pour tenir compte d'évaluations antérieures et de l'expérience des intéressés, ainsi que de renseignements essentiels tels que leurs compétences techniques et leurs connaissances linguistiques; les consultants qui refusent systématiquement de mettre à jour leur curriculum vitae continuent d'y figurer. Une situation analogue existe au PNUF. Le Comité a recommandé de recourir davantage aux

/...

fichiers de consultants et de les tenir à jour (A/51/5/Add.6, sect. II, par. 81 à 83; A/51/5 (vol. III), sect. II, par. 62 à 64; A/51/5/Add.7, sect. II, par. 130 à 132).

Formation

55. Le Comité a noté des cas où il faudrait améliorer les activités de formation. Par exemple, certains chefs de l'administration affectés à des missions sur le terrain et à des contingents militaires n'ont pas respecté les procédures établies en matière d'achats. À La FORPRONU, faute de personnel qualifié, certains fonctionnaires ont été nommés à des postes pour lesquels ils manquaient d'expérience; de même, des fonctionnaires locaux ont été appelés à occuper des postes de responsabilité alors qu'ils n'avaient pas reçu une formation adéquate et qu'ils ne connaissaient pas bien les pratiques et procédures de l'ONU. Pour améliorer l'efficacité du programme de formation recommandé par le Groupe d'experts de haut niveau en matière d'achats, le Comité a suggéré d'en élargir la portée de façon à en faire bénéficier le personnel militaire logistique et les autres catégories de personnel des missions intervenant dans le processus de passation des marchés (A/51/5 (vol. II), sect. II, par. 158 et 159).

56. Au HCR, le nombre de programmes de formation a fortement augmenté, de même que celui des bénéficiaires, venant d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, mais ces programmes pourraient encore être plus nombreux dans des domaines étroitement liés aux besoins opérationnels du HCR (A/51/5/Add.5, sect. I, par. 122).

57. L'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement qui relève de l'UNU n'avait pas prêté suffisamment attention à la formation de jeunes chercheurs, originaires en particulier de pays en développement, contrairement aux dispositions de son statut. L'UNU et les instituts qui en relèvent devraient élaborer des stratégies de formation à long terme de façon à dispenser une formation appropriée aux jeunes chercheurs provenant de pays en développement (A/51/5 (vol. IV), sect. II, par. 52).

Hypothèses budgétaires et rapports d'exécution

Hypothèses budgétaires

58. Aux fins de la préparation du budget-programme, l'ONU se fonde sur les derniers taux de change disponibles pour les diverses monnaies afin d'établir les tableaux de coûts standard à la fin de chaque année; néanmoins, la méthode consistant à utiliser des valeurs moyennes pour prévoir les taux de change opérationnels de l'ONU (méthode utilisée dans le projet de budget de 1992-1993 et le budget révisé de l'exercice 1990-1991) s'est avérée plus fiable. En outre, la pratique consistant à établir des projections des taux d'inflation reflétés par l'indice des prix à la consommation (IPC) pour calculer les dépenses autres que celles afférentes aux postes à des limites, dans la mesure où certaines rubriques budgétaires importantes telles que le matériel informatique, dépendent de paramètres offre/demande différents de ceux qui s'appliquent aux biens et services entrant dans le calcul de l'IPC. En outre, en considérant que les taux de vacances de poste varient beaucoup selon les

/...

lieux d'affectation, et que le coût standard de chaque poste diffère en fonction de l'indemnité de poste et du pourcentage correspondant aux dépenses communes de personnel, le Comité a estimé que l'adoption d'un taux de vacances de poste uniforme aux fins de la formulation des propositions budgétaires au titre des dépenses de personnel serait probablement source de graves inexactitudes (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 109 à 112).

59. Le Comité a recommandé que les hypothèses budgétaires quant aux taux de change opérationnels soient fondées sur la méthode des moyennes, et que les taux d'inflation applicables aux dépenses autres que celles afférentes aux postes soient calculés sur la base de l'évolution probable du coût du panier de biens et services normalement utilisé dans chaque lieu d'affectation (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 109 à 112).

60. En ce qui concerne le PNUD, le Comité a recommandé que le Programme entreprenne des opérations de mesure du travail dans les bureaux de pays, pour aider à renforcer le processus budgétaire au niveau local, fournir aux bureaux des points de repère et faciliter la compilation d'indicateurs standard de résultats (A/51/5/Add.1, sect. II, par. 168).

61. Les procédures budgétaires du HCR ne permettent pas de recalculer les taux d'inflation et les taux de change dans les budgets des bureaux extérieurs. La méthode de calcul des taux de vacances de poste n'aboutit pas non plus à des résultats exacts. Le Comité a recommandé de tenir compte de l'évolution des taux d'inflation et des variations des taux de change dans les budgets des bureaux extérieurs, pour les principaux centres de coûts. En outre, il conviendrait d'affiner la méthode de calcul des taux de vacances de poste et de modifier le Système intégré de gestion financière de façon à calculer séparément le pourcentage des dépenses communes de personnel pour les agents des services généraux et pour les administrateurs (A/51/5/Add.5, sect. I, par. 58 à 65).

62. Dans le cas du PNUE, le Comité a jugé que l'estimation des recettes provenant des contributions manquait de réalisme et que la méthode utilisée pour calculer les variations des taux de change et les taux de vacances de poste aux fins de la formulation du budget devrait être améliorée. Il a suggéré que le PNUE table sur des prévisions plus réalistes des contributions volontaires. En outre, il conviendrait de modifier les hypothèses budgétaires en adoptant la méthode des moyennes pour estimer les taux de change et les taux de vacances de poste propres à chaque lieu d'affectation (A/51/5/Add.6, sect. II, par. 36 à 39).

63. À l'UNICEF, le fait d'utiliser les taux de change connus à des dates fixes pour calculer le budget et pour réévaluer les ressources dans les rapports d'exécution a entraîné une sous-estimation des besoins. Le Comité a suggéré d'utiliser un taux de change projeté, fondé sur la moyenne des taux effectifs enregistrés l'année précédente (A/51/5/Add.2, sect. II, par. 81).

Rapports sur l'exécution du budget

64. En ce qui concerne l'ONU, le Comité a estimé que, pour fournir des informations plus précises et plus fiables aux organes délibérants concernés, il faudrait modifier les rapports sur l'exécution du budget dont l'Assemblée

générale est saisie en y indiquant les tendances effectives en matière de dépenses et d'exécution à une date plus proche de la fin de l'exercice biennal. Le Comité a également recommandé que le deuxième rapport sur l'exécution du budget rende compte des dépenses effectives pour les 21 premiers mois de l'exercice biennal et fournisse des projections pour les trois derniers mois (A/51/5 (vol. I), sect. II, par. 121 à 123).

65. Le Comité a recommandé que le PNUCID envisage de présenter un rapport d'exécution indiquant le résultat effectif pour l'exercice biennal, en termes d'activités, et comprenant un résumé chiffré des réalisations du Programme, par rapport aux mandats assignés et aux objectifs fixés, qui engloberait toutes les activités (A/51/5/Add.9, sect. II, par. 33).

Audit interne

66. Le Comité a procédé à des analyses horizontales de l'audit interne dans un certain nombre d'organisations, conformément au paragraphe 7 de la résolution 50/204 A de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1995, dans laquelle il était prié de procéder au suivi voulu et de rendre compte des insuffisances de la vérification interne qu'il avait identifiées dans son rapport pour l'exercice biennal 1990-1991.

67. Après son dernier examen, le Comité a recommandé que la Division de l'audit et des conseils de gestion (Bureau des services de contrôle interne), améliore l'audit interne des programmes de pays du HCR, en vue de raccourcir le cycle d'audit et de procéder à des vérifications plus fréquentes pour les activités à haut risque. Il faudrait aussi que la Division complète la base de données sur les activités d'audit de façon qu'elle couvre toutes les activités d'audit, les activités connexes et les ressources disponibles, et qu'elle élabore dans ce domaine un plan de travail à moyen terme bien structuré. Le Comité a également recommandé que la Division revoie toutes les recommandations qu'il avait formulées pour la période précédente en matière d'audit, afin d'en dégager les points les plus importants et les plus pertinents et de prendre les mesures qui s'imposent (A/51/5 (vol. I) sect. II, par. 65, 73 et 75 à 78).

68. Au PNUD, toutes les sections d'audit de la Division de l'audit et des études de gestion, devraient élaborer des plans à long terme indiquant comment elles se proposent de couvrir leurs domaines d'audit et les ressources dont elles auront besoin à cette fin. En élaborant ses propres plans, la Division devrait alors estimer et consigner les ressources et compétences nécessaires pour exécuter les travaux proposés, en tenant compte des demandes d'audit spéciales, et définir clairement et par écrit les critères retenus pour choisir les thèmes d'audit, lesquels devraient comprendre l'importance relative du thème, les risques connus et éventuels et l'opportunité de l'audit au moment prévu. Elle devrait aussi établir des documents type énonçant clairement les procédures d'audit, ainsi que les constatations et conclusions, et actualiser ses fichiers permanents en y incluant des renseignements de base sur les services faisant l'objet d'audit. La Division devrait en outre établir des procédures visant à donner suite aux mesures prises par le PNUD et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets en application des recommandations d'audit interne (A/51/5/Add.2, sect. II, par. 223 à 230 et 235 à 237).

69. Le Comité a noté que l'UNICEF manquait encore de personnel pour pouvoir réaliser son plan de travail triennal continu et son objectif en matière de vérification pour 1995. Il a noté également que le Conseil d'administration avait approuvé la création de trois postes d'administrateur pour le Bureau de la vérification interne des comptes. En outre, il a constaté des retards dans l'application des recommandations d'audit. Le Comité a recommandé que le Comité de vérification interne des comptes fixe des délais pour l'application des recommandations d'audit (A/51/5/Add.2, sect. II, par. 100 et 103).

Cas de fraude ou de présomption de fraude

70. Le Comité a eu communication d'informations sur 148 cas de fraude ou de présomption de fraude, portant sur un montant total de 3 171 869 dollars, dont six organisations avaient eu connaissance durant l'exercice biennal 1994-1995. Sur ce total, un montant de 612 544 dollars a été récupéré. Les personnes impliquées étaient des fonctionnaires et des non-fonctionnaires. Certains des fonctionnaires intéressés ont été renvoyés sans préavis à titre de mesure disciplinaire et, dans d'autres cas, l'enquête reste ouverte.

Le Vérificateur général des comptes du Ghana

(Signé) Osei Tutu PREMPEH

Le Contrôleur et Vérificateur général des
comptes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord

(Signé) Sir John BOURN

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes de l'Inde

(Signé) Vijay Krishna SHUNGLU

APPENDICE

Liste des organisations ayant fait l'objet d'un rapport
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1995

Organisation des Nations Unies^a

Opérations de maintien de la paix des Nations Unies^b

Centre du commerce international^c

Université des Nations Unies^d

Programme des Nations Unies pour le développement^e

Fonds des Nations Unies pour l'enfance^f

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient^g

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche^h

Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiésⁱ

Programme des Nations Unies pour l'environnement^j

Fonds des Nations Unies pour la population^k

Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, y compris la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)^l

Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues^m

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projetsⁿ

Le Comité a également examiné les comptes de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et son rapport y relatif sera inclus dans le rapport du Comité mixte.

Notes

^a Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 5 (A/51/5), vol. I.

^b Ibid., Supplément No 5 (A/51/5), vol. II.

^c Ibid., Supplément No 5 (A/51/5), vol. III.

^d Ibid., Supplément No 5 (A/51/5), vol. IV.

^e Ibid., Supplément No 5A (A/51/5/Add.1).

^f Ibid., Supplément No 5B (A/51/5/Add.2).

^g Ibid., Supplément No 5C (A/51/5/Add.3).

^h Ibid., Supplément No 5D (A/51/5/Add.4).

ⁱ Ibid., Supplément No 5E (A/51/5/Add.5).

^j Ibid., Supplément No 5F (A/51/5/Add.6).

^k Ibid., Supplément No 5G (A/51/5/Add.7).

^l Ibid., Supplément No 5H (A/51/5/Add.8).

^m Ibid., Supplément No 5I (A/49/5/Add.9).

ⁿ Ibid., Supplément No 5J (A/51/5/Add.10).
